

**2èmes Rencontres nationales
d'*Inventer à gauche***
COLLOQUE FRANCO-ALLEMAND
**« *La France, l'Allemagne et la crise
européenne* »**

Strasbourg, le 22 janvier 2011



Programme du colloque franco-allemand **« La France, l'Allemagne et la crise européenne »**

Samedi 22 janvier 2011 (de 09h30 à 17h), date de la journée anniversaire du Traité de l'Elysée, signé entre la France et l'Allemagne le 22 janvier 1963.

Strasbourg. Pôle Européen d'Economie et de Gestion (PEGE 61, Avenue de la Forêt Noire 67 000 Strasbourg ; Arrêt de Tramway : *Observatoire*). Amphithéâtre n°4.

Invitation par :

Roland Ries, Sénateur-maire de Strasbourg et Michel Destot, Député-maire de Grenoble

Plan du colloque :

- | | |
|-------------------|---|
| 09 h 30 | Accueil des participants |
| 10 h 00 | Intervention de Roland Ries , Sénateur-Maire de Strasbourg |
| 10 h 15 | Un regard historique sur le socialisme allemand et le socialisme français |
| | Alain Bergounioux , historien, Directeur de la Revue Socialiste |
| 10 h 30 – 12 h 30 | Première table ronde |

La nouvelle donne mondiale ?

Avec :

Herta Däubler-Gmelin, ancienne ministre de la justice

Günter Gloser, Député, ancien ministre délégué chargé des affaires européennes

Michel Rocard, ancien Premier Ministre

Hubert Védrine, ancien Ministre des affaires étrangères

Débat avec la salle

Animation : Catherine Tasca (Sénatrice des Yvelines, Vice-Présidente du Sénat)

14 h 00 - 15 h 00 Deuxième table ronde

Syndicalistes allemands et français face à la crise économique et sociale

Avec :

Marcel Grignard, Secrétaire général adjoint de la CDFT, chargé de la politique internationale et de l'Europe

Dieter Schulte, ancien Président du DGB et Président adjoint de la Fondation Friedrich Ebert

Débat avec la salle

Animation : Alain Richard (Ancien Ministre, Vice-président du PSE)

15 h 00 – 16 h 45 Troisième table ronde

Sociaux-démocrates français et allemands dans la crise européenne : quelles actions ?

Avec :

Axel Schäfer, député, vice-président du groupe parlementaire du SPD, chargé des questions européennes

Élie Cohen, Économiste. Directeur de la Recherche au CNRS

Catherine Trautmann, ancienne Ministre, Présidente de la délégation française socialiste au Parlement Européen

Débat avec la salle

Animation : Jean-Christophe Cambadélis (Député, Secrétaire international du PS)

16 h 45 - 17 h 00 : **Intervention de clôture**

Michel Destot, Maire de Grenoble et Président *d'Inventer à gauche*

...Synthèse des échanges...

Discours d'ouverture

La conférence est introduite par Jean-Alain HERAUD, Doyen de la faculté de Sciences économiques et de gestion de Strasbourg.

Jean-Alain HERAUD

En tant que doyen de la faculté de Sciences économiques et de gestion de Strasbourg, je souhaite vous dire à quel point je suis heureux de vous accueillir. J'espère que vous trouverez dans nos locaux le confort que vous attendez et vous remercie sincèrement de nous honorer de votre présence.

Roland RIES Maire de Strasbourg

Je vous remercie d'accueillir notre colloque dans ce Pôle européen de gestion et d'économie, un modèle architectural en ce sens qu'il s'agit d'une ancienne caserne dont seuls les murs extérieurs ont été conservés. Le bâtiment n'a ainsi rien perdu de son identité, tout en ayant été totalement réhabilité dans son intérieur pour assumer ses nouvelles fonctions.

Monsieur le Premier Ministre, Michel ROCARD, mesdames et Messieurs les ministres français et allemands, Monsieur le Directeur du bureau parisien de la Friedrich Ebert Stiftung, Peter GEY, Monsieur le Président d'*Inventer à gauche*, Michel DESTOT, mesdames et Messieurs les parlementaires allemands et français, mes chers collègues élus, mesdames et messieurs, chers amis, soyez tout d'abord les bienvenus à Strasbourg l'Européenne. Je vous remercie d'avoir répondu nombreux à notre invitation à cette journée de réflexion et d'échange sur la thématique de l'alliance franco-allemande dans la construction européenne. Je remercie également Michel DESTOT, Président d'*Inventer à gauche*, mon collègue et ami, d'avoir proposé Strasbourg comme cadre de ces échanges. Enfin, merci à tous les intervenants français et allemands, qui ont, ou ont eu, des responsabilités éminentes en rapport avec cette thématique, d'avoir accepté de venir nous parler de leur conception et de leur vision de la construction européenne aujourd'hui.

Chers amis, nous savons tous que l'Europe va relativement mal. Cela tient à plusieurs crises concomitantes :

- la crise économique ;
- la crise sociale, liée à l'aggravation des inégalités ;
- une crise morale ;
- une crise d'identité, avec la tentation croissante du repli sur soi et le vieillissement des populations ;
- la crise institutionnelle liée au traité de Lisbonne.

Je n'évoquerai pas les difficultés relatives à l'élargissement, dans un contexte de fragilisation financière accélérée de plusieurs pays importants de l'Union européenne.

Une forme de désenchantement s'étend, qui me paraît plus grave que le classique euroscepticisme que nous connaissons depuis longtemps dans un certain nombre de pays pourtant membres de l'Union européenne de longue date. Ce péril mortel met en danger l'ambition des pères fondateurs de l'Europe de construire au fil des ans une entité politique capable de dialoguer d'égal à égal avec les autres grandes entités politiques.

Pour ce faire, deux éléments fondamentaux font actuellement défaut à la construction européenne. Premièrement, il manque une véritable opinion publique européenne, c'est-à-dire un sentiment d'appartenance, de la part des citoyens européens, à un ensemble plus vaste qui, sans remettre en cause les citoyennetés nationales, les transcende dans un projet collectif. De fait, cette absence est grandement préjudiciable au fonctionnement démocratique de l'Europe actuelle. Deuxièmement, la construction européenne souffre d'un réel déficit démocratique. L'Europe est lointaine, affaire de spécialistes déconnectés du vécu quotidien des citoyens, et souvent bouc émissaire de difficultés nationales.

Or, même si le terme est controversé, le couple franco-allemand continue d'avoir un rôle essentiel à jouer sur ces deux éléments et dans la relance de la construction européenne. Néanmoins, cette perspective suppose que la France et l'Allemagne mettent sur le métier leurs relations et le traité de l'Elysée dont nous fêtons aujourd'hui même le 48^{ème} anniversaire.

A Strasbourg, modestement, mais avec fermeté et conviction, nous essayons de promouvoir cette Europe de Strasbourg, des Droits de l'Homme, de la démocratie locale et de la diversité culturelle, avec notamment la présence dans notre ville, à côté du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des Droits de l'Homme. Cette Europe, insuffisamment perçue par les citoyens, n'est pas en concurrence avec celle qui s'élabore à Bruxelles ou à Luxembourg. Au contraire, elle en est d'après moi le complément indispensable, aujourd'hui plus que jamais.

C'est aussi dans la Communauté urbaine de Strasbourg et dans l'Ortenaukreis de l'autre côté du Rhin, que nous construisons un territoire européen baptisé « Eurodistrict », pour lequel nous disposons désormais d'un statut juridique et d'une équipe d'animation à même d'en faire un territoire pionnier.

Il me reste à remercier l'ensemble de l'équipe qui a travaillé à l'organisation de ce colloque durant plusieurs mois à Paris, à Grenoble et à Strasbourg : Fabien VERDIER, animateur d'Inventer à gauche, Ute HAUG, membre de la fondation Friedrich Ebert, Yann D'ASCOLI, collaborateur de Michel DESTOT à Grenoble, Jean-Baptiste GERNET, animateur du MJS 67, Yves ZIMMERMANN, de mon cabinet et Alain FONTANEL, Secrétaire national du PS.

Merci à vous et bon colloque à tous !

Conférence introductive

Un regard historique sur le socialisme allemand et le socialisme français

Alain BERGOUNIOUX
Historien, Directeur de *La Revue Socialiste*

Jacques DELORS m'avait demandé de dresser une perspective historique en quelques mots lors de la préparation de ce colloque, auquel il n'est finalement pas en mesure de participer.

Dans ce sens, je partirai d'une idée reçue largement dominante dans la pensée actuelle. Elle affirme que l'âge d'or des relations franco-allemandes serait révolu et qu'il aurait laissé la place aux difficultés et aux incompréhensions. Si elle est en partie vraie au regard de l'actualité, cette idée ne correspond pas à une réalité. En effet les relations franco-allemandes ont de tout temps connu des moments d'euphorie et des périodes de tension. Par exemple, le traité de l'Elysée, évoqué par Roland RIES, a été immédiatement suivi du vote d'un préambule au Bundestag, qui a vidé ce traité d'une part de sa substance politique.

Grâce à l'objectif européen, véritable moteur du couple franco-allemand, les Français et les Allemands, ainsi que les socialistes des deux nationalités, se sont unis dans de nombreuses actions communes au cours des décennies passées. Il est dès lors compréhensible que nos deux pays, et nos deux partis, soient inséparables du contexte européen et de la situation européenne.

Les relations entre socialistes français et allemands sont tout aussi complexes et ont souvent été difficiles. Dès lors, il est intéressant de revisiter cette histoire pour en tirer des leçons et ne pas céder à une nostalgie qui n'a pas lieu d'être. Par exemple, vers la fin des années 40 et au début des années 50, la social-démocratie allemande était avant tout préoccupée par la division de l'Allemagne. Elle n'a donc pas vu la naissance de la CECA d'un œil très enthousiaste. De leur côté, les socialistes français de cette époque espéraient plutôt que l'Angleterre prenne part à la construction européenne.

La situation évolue en 1957 avec le traité de Rome, où les deux partis s'accordent sur une perspective d'avenir articulée autour de l'idée d'une Europe fédérale. La SPD et la SFIO ont d'ailleurs été membres du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe créé par Jean MONNET.

En réalité, les années 60 et 70 ne sont pas une période de travail régulier et en profondeur entre les deux partis, notamment parce qu'ils ne sont jamais au pouvoir en même temps dans leurs pays respectifs. En outre, la différence entre les

deux partis est profondément idéologique. En effet, l'incompréhension domine de part et d'autre du Rhin, en particulier s'agissant des relations avec le parti communiste. De plus, des points de friction importants subsistent, comme ceux de l'atlantisme ou des interdictions professionnelles en Allemagne par exemple. Aussi les années 60 et 70 ne sont-elles pas au final des années de rapprochement, malgré des relations personnelles de qualité non négligeables, à l'instar des rapports entre François MITTERRAND et Willy BRANDT. D'ailleurs, aucun des deux n'outrepasse les exigences de sa stratégie politique dans les systèmes nationaux respectifs.

La situation change à partir de la deuxième refondation de l'Europe en 1984-1985, avec la grande période qui couvre le marché unique et le traité de Maastricht et aboutit à la création de l'euro. Or, à nouveau, les deux partis ne sont malheureusement, pas au pouvoir au même moment. Ils se retrouvent alors quelque peu déphasés, car l'essentiel des avancées dépend du travail gouvernemental et des relations entre le Président français et le Chancelier allemand.

Au-delà de ce constat, cette période reste importante. En effet, la différenciation idéologique se réduit ; les incompréhensions sont moins fortes. Le parti socialiste français évoluant à partir de 1983, les idéologies sont bien plus compatibles de même que les programmes et les prises de décisions. Simultanément, une sociabilité politique se constitue au Parlement européen entre députés français et allemands. L'habitude est prise de travailler ensemble, même si la collaboration n'est toujours pas régulière entre les deux partis jusqu'à la fin des années 80.

La dernière période, essentielle car elle coïncide avec la création de l'euro, s'étend de 1997 à 2002 pour la France et de 1998 à 2005 pour l'Allemagne. Les deux partis sont alors au pouvoir en même temps durant quatre ans. Toutefois, la situation se complique en France avec une cohabitation Chirac-Jospin peu évidente à gérer. Cette période complexe débouche tout de même sur de grandes avancées, comme la constitution de l'euro ou des progrès sur le plan de la défense européenne. Néanmoins, des tensions subsistent entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands, notamment autour de la question de la troisième voie, tentative « blairiste » de révision intégrale du socialisme. Cette période contrastée voit alors les deux partis confrontés à la vague néolibérale, qui met en lumière leurs approches totalement différentes des questions européennes clés, comme la politique commune, la fiscalité ou encore la politique commerciale. Aucun des deux partis ne trouve d'ailleurs la réponse à cette vague néolibérale.

Au final, ce rapide retour en arrière montre qu'il n'y a pas lieu de regretter un passé, qui n'a pas réellement permis de forger une coopération forte et régulière entre les deux partis. En effet, l'appartenance à une même famille politique et à un même parti européen n'efface pas les différences nationales et les cultures politiques. Constatons tout de même que nous sommes allés vers plus de cohérence au fil des décennies. En effet, nous avons souvent œuvré dans la même direction et notre proximité idéologique est aujourd'hui bien plus forte qu'elle ne l'a jamais été.

La question posée aujourd'hui par ce colloque vise à identifier les points communs réels entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands. A mon sens, nous ne devrions pas rencontrer de difficulté sur les convictions centrales, car aucun des deux partis ne peut décemment envisager que son salut, ou celui de son pays,

proviendrait d'un repli sur les Etats nationaux. En effet, le basculement du monde actuellement en cours, avec le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale, impose aux Etats et à l'Europe d'entreprendre des actions communes si nous ne voulons pas vivre un long déclin, qui serait celui des Etats nationaux.

Quelles actions et quelles perspectives communes sont-elles alors capables de relever le défi de cette mondialisation, véritable affirmation de puissances économiques, mais aussi politiques, nouvelles ? La difficulté est dès lors de développer un contenu commun derrière les idées générales. Pour ce faire, il convient de ne pas se contenter du langage diplomatique, mais d'ouvrir un véritable dialogue sur les choix économiques et politiques en examinant jusqu'où peut aller la coordination entre nos deux partis et, par conséquent, entre nos deux pays, dans l'avenir.

Cela suppose un effort de part et d'autre, notamment dans la définition de la gouvernance économique, qui doit également s'accompagner de la recherche d'une Europe renouant avec une vision politique, axée sur ses intérêts communs. Si l'économie est essentielle, nous devons tout autant nous entretenir de questions comme celles des frontières de l'Europe ou de la façon de rénover les relations transatlantiques, ou des liens avec la Russie par exemple.

Il s'agit d'un travail exigeant, qui n'a jamais été entrepris en l'état au cours des dernières décennies. Néanmoins, si nous sommes convaincus que l'avenir du socialisme européen, donc de nos partis, est étroitement lié à la réussite, ou à l'échec, de l'Union européenne, la tâche des générations socialistes et sociaux-démocrates actuelles est de procurer cette longueur d'avance qui manque actuellement au socialisme européen.

Un historien allemand, Rudolf VON THADDEN, dont nous connaissons le rôle de passeur culturel et idéologique entre la France et l'Allemagne, disait : « *Si nos deux partis, différents de culture et d'histoire, parviennent à s'entendre, la moitié du chemin sera faite et ils pourront exercer une force d'entraînement et de conviction vis-à-vis des autres partis européens.* » En effet, dans cette relation franco-allemande et des partis socialistes français et allemands, se joue une partie du destin de l'Europe, mais aussi du socialisme européen. Tout repli et toute division supplémentaire signeraient l'échec de ce que représente la grande espérance de la social-démocratie européenne.

Première table ronde

La nouvelle donne mondiale

*Herta DÄUBLER-GMELIN, ancienne ministre de la Justice ;
Günter GLOSER, Député, ancien ministre délégué chargé des Affaires européennes ;
Michel ROCARD, ancien Premier ministre ;
Hubert VEDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères.*

La table ronde est animée par Catherine TASCA, Sénatrice des Yvelines, Vice-Présidente du Sénat.

Interventions

Catherine TASCA introduit la table ronde. A l'heure où une recomposition globale majeure est à l'œuvre, l'Europe doit changer de regard. La crise actuelle, en particulier, lui impose de rebondir. Trois questions seront examinées dans cette optique.

- L'Europe a-t-elle les moyens de rebondir ?
- De quels atouts, l'Allemagne et la France, chacune de son côté, disposent-elles pour faire face à au nouveau contexte ?
- Que peuvent faire ensemble l'Allemagne et la France ?

Günter GLOSER expose sa vision des enjeux actuels. Il considère, en préambule, que l'Eurodistrict devrait devenir un modèle de coopération entre la France et l'Allemagne. En dépit des obstacles qui ont été franchis, avec la signature du Traité de Lisbonne en particulier, la transparence et l'efficacité de l'Union Européenne restent largement à améliorer. L'Europe doit encore se renforcer pour tenter de résoudre les nouveaux défis qu'elle rencontre. En particulier, elle doit se montrer beaucoup plus attentive à l'évolution de la situation mondiale, et faire bloc pour relever ce défi. Il lui faut s'interroger sur la diffusion du modèle européen dans le monde, face au capitalisme « commando » que pratiquent les Chinois notamment.

Entre la France et l'Allemagne, la culture de la confiance doit se substituer à celle de la défiance. La gouvernance européenne, loin de se limiter aux institutions, doit prendre la forme d'une meilleure concertation, d'une coopération renforcée en particulier entre ces deux pays. Il est temps de rouvrir le débat sur l'émergence des Etats-Unis de l'Europe.

Pour Hubert VEDRINE la nouvelle donne mondiale est principalement caractérisée par l'émergence d'une concurrence multipolaire – dans un cadre multilatéral relativement faible – et par la disparition du monopole occidental. Ces recompositions se trament sur le fond d'un compte à rebours écologique. Dans ce contexte la réponse européiste classique, consistant à unifier plus encore l'Europe, est incantatoire et décourageante. Elle a creusé un fossé entre les élites européennes et le grand public. Il faut dès à présent réinterpréter l'Europe dans un sens plus mobilisateur en apprenant à se coordonner et à coopérer systématiquement, en exerçant un « souverainisme » entendu comme exercice de la souveraineté en commun. Ainsi, plutôt que d'accroître encore l'intégration, il faut marquer une pause institutionnelle, stabiliser la géographie européenne, clarifier le concept d'Europe – entre Europe « puissance » et Europe « fédéraliste » - mais aussi accroître l'harmonisation dans la zone euro. Les gouvernements nationaux doivent, pour autant, conserver leurs responsabilités démocratiques. Relancer ainsi des politiques communes permettra de combattre l'euroscpticisme d'un grand nombre d'Européens.

Enfin il faut considérer en toute lucidité les relations franco-allemandes. Les divergences, qui existent sur de nombreux sujets (la politique économique, l'élargissement...), doivent être prises en compte aussi bien que les positions plus compatibles, par exemple sur la régulation financière ou sur l'écologisation. Il faut travailler à la synthèse de ces positions pour faire de la France et de l'Allemagne non plus un « couple », mais un véritable moteur européen.

Herta DÄUBLER-GMELIN expose ses réflexions et constate, en premier lieu, que les socialistes français autant que les sociaux-démocrates allemands considèrent la politique communautaire européenne doit être rattachée à des valeurs et à des droits fondamentaux. Cette volonté a permis de concrétiser la Charte Européenne des Droits de l'Homme. Pour autant, il faut continuer à défendre un certain nombre d'avancées de l'Europe « pacificatrice » et ne pas en faire de simples habitudes. L'Europe doit jouer un rôle dans le monde, et développer sa vision sur la base de valeurs fondamentales communes qui ne sont pas strictement capitalistes – en particulier les droits et libertés de l'individu. Cette vision se nourrit d'ailleurs des racines idéologiques des sociaux-démocrates et des socialistes.

L'Allemagne et la France ont un avenir comme Etats nationaux, dans une souveraineté « coopérative » qui verrait, par exemple, un siège commun dans les instances internationales (Conseil de Sécurité de l'ONU etc.) Ces réflexions sont essentielles pour que, dans une mondialisation croissante, L'Allemagne et la France ne soient pas reléguées à simple « créneau ». Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent les mener ensemble. Ils doivent non seulement se tenir plus étroitement aux programmes qu'ils défendent, mais aussi améliorer leur compréhension mutuelle. Il est grand temps pour ces partis de normaliser leurs relations et d'entrer dans le concret. Ils contribueront ainsi à ce que l'Europe prenne sa véritable place dans un monde recomposé, et à donner à la France et à l'Allemagne un rôle moteur dans ce processus.

Michel ROCARD appelle le parti social-démocrate allemand et le parti socialiste français à ouvrir une série de réflexions, constatant que l'humanité vit aujourd'hui une conjonction de quatre crises.

- Un « compte à rebours » écologique.
- Une crise bancaire et financière mondiale.
- Une crise de l'emploi, qui se traduit non seulement par la persistance du chômage et de la précarité, mais aussi par la réapparition de la pauvreté dans les sociétés développées – au risque de faire exploser ces dernières.
- Une déstabilisation internationale du monde, qu'il s'agisse des tendances au fractionnement identitaire, de l'émergence extrêmement rapide de certains pays (Chine...) ou encore du terrorisme.

L'Europe n'est pas capable pour l'heure de prendre des décisions communes sur ces problématiques mondiales, qui pourtant sont urgentes. Les diplomaties universalisantes, françaises et allemandes en particulier, n'ont d'autre ressource que de chercher à provoquer internationalement des prises de décisions qui s'opèrent dans d'autres lieux. Il faut par conséquent développer une véritable pensée social-démocrate, c'est à dire une pensée régulatrice, sortant du raisonnement selon lequel le marché est auto-équilibré. Ceci d'autant plus que les tentatives entreprises pour régler ces quatre crises simultanées ces 10 dernières années ont échoué, qu'il s'agisse des pourparlers de Doha, de la conférence de Copenhague, des conférences de consensus etc.

Dans un tel contexte également, il faut sans doute rechercher d'autres processus de gouvernance mondiale. En particulier, pourquoi ne pas confier à l'Assemblée générale de l'ONU certaines décisions qui – en tant qu'instance de vote – pourraient légitimement lui revenir (concernant l'effet de serre par exemple) ?

En matière économique, le pronostic normal serait celui de la persistance d'une croissance très lente dans les pays développés sur une longue période, d'un chômage élevé, et de la répétition de graves bulles financières. La nervosité des populations ira croissant. Pour faire évoluer ce pronostic, il faut dès à présent réinstaurer une complète séparation entre la gestion des dépôts et l'activité bancaire d'investissement, mais aussi imposer des ratios de sécurité à la totalité des établissements intervenant dans la finance, et éliminer les paradis fiscaux. Il faut mettre fin à la possibilité de créer des marchés sur des produits dérivés déconnectés de toute relation avec l'économie réelle. Pour autant la France et l'Allemagne sont-elles prêtes à partager et à porter cette ambition commune jusqu'au bout, devant les instances de décision ? Une nouvelle croissance, écologique, doit être pensée. Pour ce faire l'Allemagne devra nécessairement ouvrir le débat de l'énergie nucléaire civile. Enfin, pour enrayer le ralentissement du pouvoir d'achat, mieux partager la valeur ajoutée et recouvrer des capacités à investir, il faudra retrouver une forme d'indexation des salaires sur la productivité.

Michel ROCARD demande aux deux partis, français et allemand, d'inscrire ces réflexions à leur ordre du jour, et ainsi de mettre un terme à leur silence sur ces sujets.

Débat avec la salle

Selon un participant les acquis de l'Europe, qui sont bien moins contestés par les nouvelles générations que par les anciennes, sont désormais suffisamment solides pour servir de fondement à son développement. Il s'étonne du manque de concertation entre les Etats, à l'heure où par exemple l'Allemagne réforme ses armées. Il appelle à la création d'un groupe d'action interne, à l'initiative de la gauche, qui interviendrait sur les questions stratégiques et les intérêts communs des membres de l'Union Européenne.

Patrick BOURSEYRE suggère que l'Europe reprenne la création monétaire plutôt que d'emprunter aux banques privées.

Un autre participant souligne que l'Europe, sur la scène internationale, se comporte comme un simple « bagage accompagné » des Etats-Unis et de la Chine. L'égoïsme, qui continue de prévaloir entre Etats européens, paralyse leur capacité d'action collective. Il faut selon créer les Etats Unis d'Europe, plutôt qu'une Europe des Etats-Unis.

Günter GLOSER fait observer, alors que l'Europe pourrait devenir le « copilote » des Etats-Unis, que les 27 Etats membres peinent à s'entendre pour envoyer des signaux communs en ce sens. En effet, ils continuent à chercher à imposer leurs intérêts propres, empêchant l'Union Européenne de s'affirmer vis à vis des autres puissances mondiales.

Hubert VEDRINE rappelle que les Etats-Unis sont à l'origine de la paix en Europe. Les Européens ont conservé leur positionnement historique au sein de l'Alliance Atlantique et, de fait, l'Europe de la défense se heurte à des obstacles considérables. Il s'agit là d'une erreur historique d'autant qu'avec l'élection de Barack OBAMA, l'Europe aurait une chance de devenir le deuxième pilier de l'Alliance Atlantique.

Michel ROCARD rappelle que l'émission de la monnaie, dans les systèmes monétaristes qui ont vu le jour, est désormais dévolue aux banques privées. Ce mécanisme génère des bulles financière et nuit à la capacité des Etats à relancer leur croissance. La question de l'émission de la monnaie est au cœur culturel de la marchandisation des économies européennes ; elle est la clé du changement de système économique qui serait nécessaire pour passer de l'instabilité à la durabilité. Il est essentiel que les sociaux-démocrates reprennent l'habitude de réfléchir à ces questions, d'autant que ce champ de travail est considérable.

Pour Herta DAUBLER-GMELIN il est essentiel de pérenniser les acquis européens, et de traiter tous les Européens avec équité. Les sociaux-démocrates allemands et les socialistes français pourraient être moteurs de l'intégration européenne en coopérant d'avantage et en tenant compte des suggestions – mais aussi des craintes – que peuvent formuler leurs équivalents dans d'autres pays européens.

Henri NALLET demande à Michel ROCARD s'il ne faudrait pas ajouter la crise alimentaire aux crises qu'il a évoquées, crise qui pourrait durcir les relations internationales et déclencher de nouvelles guerres. Il regrette que les sociaux-démocrates européens, au moment où ils vont réformer leur propre politique agricole,

ne regardent pas au-delà de leurs frontières et ne proposent aucune réforme plus globale visant à stabiliser les marchés agricoles.

Michel ROCARD souscrit à ce propos et précise que dans sa terminologie, la crise alimentaire est intégrée à la crise environnementale.

Michel ATAQUET appelle le couple franco-allemand social-démocrate à rendre plus audible la réaction du Président du Parti Socialiste Européen contre le dernier rapport annuel de la Commission Barroso, qui préconise la destruction de tout ce qui subsiste de l'état social en Europe.

Günter GLOSER souligne qu'après les élections de 2009, les sociaux-démocrates ont placé l'Europe sociale au centre de leurs débats. Pour autant, les différentes composantes de la démocratie sociale européenne doivent mieux se coordonner pour préparer les réunions du Conseil européen, afin de représenter un réel contrepoids face aux conservateurs.

Deuxième table ronde

Syndicalistes allemands et français face à la crise économique et sociale

Marcel GRIGNARD, Secrétaire général adjoint de la CFDT, chargé de la politique internationale et de l'Europe ;

Dieter SCHULTE, ancien Président du DGB et Président adjoint de la Fondation Friedrich Ebert.

La table ronde est animée par Alain RICHARD, ancien ministre, Vice-Président du PSE.

Interventions

Alain RICHARD rappelle, en préambule, qu'un grand principe de la social-démocratie est de respecter le rôle distinct et la liberté de critique des organisations syndicales. Pour autant, les partis socialistes et sociaux-démocrates puisent en partie leur inspiration dans les réflexions du mouvement syndical.

Dieter SCHULTE expose sa vision de la crise européenne, qui selon lui doit être abordée sous un angle triple : économique, social et financier. Les pratiques qui ont générée cette crise – dans le monde bancaire en particulier – sont d'ores et déjà réapparues, faute de réelle volonté politique de modifier la donne.

Le système d'Etats européens concurrents qui est en place résulte d'un froid calcul. Les politiques fiscales nationales continuent de prévaloir en Europe. La libre concurrence pèse plus que la protection de l'emploi et les normes sociales des Etats. L'Europe sociale est restée marginale. Le système européen, marqué par la concurrence plus que par la solidarité, accentue les différences socio-économiques existantes plutôt qu'il les limite. Ces phénomènes sont aggravés par les mesures d'austérité économique, et par l'inéquitable répartition des excédents budgétaires. Il est impératif de corriger rapidement cette situation.

De même la crise de l'euro, qui met en danger la solvabilité de certains Etats, exige de nouvelles formes de solidarité transnationale. Elle témoigne de l'absence d'une économie européenne, et rend d'autant plus nécessaire la réflexion sur la finalité de l'intégration européenne. La discussion sur la dette des Etats, qui vise à étoffer l'arsenal des sanctions, procède ainsi d'un raisonnement erroné : en effet la problématique d'endettement tient aux comportements d'établissements financiers plus qu'à la structure même des comptes des Etats. Il faut par conséquent accroître la coordination européenne, en ayant bien défini au préalable dans quel paradigme se positionner.

Proposée dans le cadre du Semestre européen, l'imbrication de la politique budgétaire et de la stratégie de croissance Europe 2000 semble nécessaire. Pour autant, les Etats membres qui devront en priorité s'attacher à réduire leur dette subiront, durablement, une faible croissance ; les coupes sombres sociales se multiplieront. Il est regrettable, a contrario, que la réduction des déséquilibres et la coordination des politiques fiscales ne soit pas à l'ordre du jour. Il faudrait, dans un tel contexte de crise, chercher à assurer une stabilité commune, budgétaire et sociale. Pour prévenir les déséquilibres macro-économiques majeurs il faudrait que l'équilibre extra-économique soit intégré au pacte de croissance.

Il faut adopter en particulier un pacte de stabilité sociale, articulé sur le progrès social et la durabilité environnementale : des salaires minima y seraient définis ; l'impôt sur les sociétés dépendrait de la performance des Etats. Ainsi la cohésion sociale serait au cœur de la coordination européenne. Une telle approche suppose, pour les Etats membres, de trouver un équilibre intelligent entre politique décentralisées et cadre européen centralisé. Il faut « oser plus d'Europe », dire oui à une union sociale – qui est une condition nécessaire de l'union financière et monétaire.

Aspirer à une union politique réelle implique un certain abandon de la souveraineté nationale. Plutôt qu'attendre une harmonisation de normes sociales dans l'Union des 27, la France et l'Allemagne pourraient être le noyau du développement d'une union sociale et économique de mêmes poids. Le développement de la coopération des syndicats au niveau international est une autre stratégie active pour gérer la crise. La social-démocratie en Europe ne pourra contribuer à forger l'avenir européen que si elle est unie. Enfin, la troisième voie ayant atteint ses limites, elle doit être remplacée par un discours social-démocrate reposant sur une nouvelle vision sociale et démocratique. Tous les partis socialistes sont exhortés à défendre un même modèle social, pour écrire l'histoire social-démocratique d'une Europe qui ne soit pas seulement une union financière et monétaire.

Marcel GRIGNARD explique que, pour les syndicalistes en Europe, se pose la question non seulement de répondre à la crise, mais aussi de s'engager dans un nouveau mode de développement économique. Il faut amplifier la construction du marché unique en mesurant bien l'intérêt et les limites de ce marché, et en répondant à ces limites. L'Europe doit se donner les moyens de répondre aux défis de l'emploi, de la compétitivité et d'un nouveau mode de développement. Il faut pour cela qu'elle travaille sur les questions de l'énergie, de la technologie du développement durable... et qu'elle se dote de programmes d'action au-delà de ses propres frontières.

Pour répondre à l'enjeu que représente l'approfondissement du marché européen, et ainsi être plus efficace dans la mondialisation, l'Europe doit se pencher tout à la fois sur les sujets de la politique fiscale et du socle social. Si en effet les pays européens continuent à se livrer concurrence sur le terrain fiscal, l'Europe ne règlera pas son problème de création et de juste répartition de richesse. Qui plus est le socle social existant, construit au fil du temps par l'Europe, n'est plus adapté à une Union à 27. Les écarts salariaux et les inégalités de couverture sociales, qui demeurent très marqués, induisent une concurrence féroce entre les activités économiques des Etats membres (notamment sur les emplois saisonniers). Il est impératif de construire un nouveau système de protection sociale des salariés, pour notamment éviter la spirale salariale descendante. Il faut, pour cela, donner corps au socle social européen. Un

nouvel espace de négociation collective doit être créé pour décliner concrètement à tous niveaux (sectoriel, national et territorial) les règles communes établies par l'Europe. Ainsi la volonté d'égalité de traitement des salariés se réalisera dans le respect des standards sociaux qui sont revendiqués, sans pour autant adopter une forme de protectionnisme qui empêcherait les pays les moins développés de rattraper la moyenne européenne.

Un travail considérable est également à mener sur le thème de la gouvernance des entreprises et du retour à la régulation. Le syndicalisme doit inventer une nouvelle gouvernance des entreprises, qui ne soit pas le simple prolongement de l'existant. Il ne suffit pas d'installer une représentation des salariés dans les conseils d'administration, en particulier parce que la richesse est produite en des lieux juridiquement distincts de ceux où elle est redistribuée. Il faut partir des salariés, de leur implication dans l'entreprise, pour développer un projet d'entreprise intégrant une vision du développement social qui soit équivalente à celle développement économique. Le dialogue social dans l'entreprise doit permettre de déterminer des critères d'efficacité économiques, environnementaux et sociaux, appliqués à tous les niveaux. Les salariés doivent être garants de leur mise en œuvre. C'est ainsi que l'entreprise pourra être profondément renouvelée.

Enfin, les normes fondamentales de l'OIT ont été adoptées par les Etats européens, mais non pas par tous les pays du G20. Plus l'Europe se développera sur les volets du plein emploi, de la protection sociale renouvelée et du respect de l'environnement, mariant dans un nouveau paradigme la question économique et la question sociale, plus elle pourra peser à long terme sur le sens d'une régulation mondiale.

Débat avec la salle

Pour un intervenant, il faudrait réussir à définir l'Entreprise comme contrat formel ou informel de deux parties prenantes, d'une part celle du capital, de l'autre celle des salariés, qui se retrouveraient dans un conseil de surveillance. Les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands semblent bien placés pour proposer de telles évolutions et contribuer ainsi à la réforme du capitalisme. Cet intervenant suggère également de créer une agence de notation qui évaluerait, de l'extérieur, la gouvernance de l'entreprise.

Michel ROCARD fait observer que l'entreprise est la principale victime de la crise économique actuelle. Le mouvement syndical est mal positionné aujourd'hui pour obtenir des augmentations de pouvoir d'achat. Michel ROCARD ne voit donc pas d'autre solution qu'une forte représentation des salariés au conseil d'administration des entreprises pour permettre à ceux-ci de peser sur les décisions. Cette initiative permettrait aux entreprises elles-mêmes de se défendre contre la financiarisation croissante de l'économie.

Jean JUNG rappelle que plusieurs pays européens ont opté pour l'instauration d'une TVA sociale. Il s'enquiert du point de vue des représentants syndicaux sur ce dispositif.

Jean-Luc SCHAFFHAUSER se demande comment on pourrait éviter un moins disant social sans procéder à une harmonisation fiscale et sociale du marché intérieur européen, mais aussi du marché extérieur. Il s'interroge également sur le bien-fondé d'un potentiel rattachement de l'OMC à l'ONU et au Bureau international du travail, alors que celle-ci s'apparente désormais à une « Organisation mondiale de la concurrence », pour mettre la concurrence au service du progrès social.

Dieter SCHULTE estime que la création d'une nouvelle agence de notation européenne, qui ne serait pas nécessairement plus crédible que les agences existantes, ne serait pas nécessairement une avancée. Par ailleurs, il ne sera pas possible de parvenir à une union sociale sans se poser, au préalable, la question de la régulation fiscale. Cette question ancienne, comme l'harmonisation des revenus, reste un sujet de discorde. Dans ce domaine, l'élargissement rapide de l'Europe a été largement préjudiciable. Il est néanmoins toujours possible de tirer des enseignements des erreurs passées.

Marcel GRIGNARD se déclare extrêmement favorable à la présence de salariés au sein des conseils d'administration. Néanmoins, il reste conscient des limites d'une telle mesure, notamment en raison de la mise en concurrence des salariés au sein même de l'entreprise. Une partie des choix qui sont opérés, y compris par les salariés administrateurs, ne fait que consolider les intérêts de l'entreprise et non pas nécessairement l'intérêt général des salariés. Il faut repenser la question du travail de manière plus générale, en introduisant par exemple dans la rémunération variable des dirigeants certains critères de qualité sociale. Par ailleurs la TVA sociale, qui est basée sur la consommation, risquerait de pénaliser fortement les citoyens déjà fragilisés. La baisse de la TVA dans le secteur de la restauration a démontré les limites des mesures de ce type.

Troisième table ronde Socialistes français et socialistes allemands dans la crise européenne : quelles actions ?

Elie COHEN, économiste, Directeur de la Recherche au CNRS ;

Axel SCHAFER, député, Vice-Président du groupe parlementaire du SPD, chargé des questions européennes ;

Catherine TRAUTMANN, ancienne ministre, Présidente de la délégation française socialiste au Parlement européen.

La table ronde est animée par Jean-Christophe CAMBADELIS, député, Secrétaire international du PS.

Interventions

Jean-Christophe CAMBADELIS introduit la table ronde. Les nombreux échanges entre le SPD allemand et le PS français sont motivés, en premier lieu, par les calendriers électoraux. Outre les élections nationales, il faut que les partis sociaux démocrates abordent les élections européennes de 2014 avec de grandes orientations communes. Au-delà des différences qui peuvent exister entre eux, il leur faut également combattre les politiques menées par les gouvernements conservateurs au pouvoir, qui ont mené à l'échec. A l'échec des politiques menées par le PPE, l'ensemble des partis sociaux démocrates devront opposer une orientation alternative qui réponde aux défis de demain, et qui permettra également de surmonter les difficultés d'hier. La déclaration commune entre le SPD et le PS parue l'été dernier comporte d'ores et déjà des éléments de réponse précis à ces défis.

- Des mesures de régulation financière, avec notamment l'amélioration de l'indépendance et de la transparence de la notation financière au travers de la création d'une agence européenne.
- Des mesures de régulation commerciale, avec un pacte européen des échanges extérieurs stipulant la prise en compte des normes sociales et environnementales dans les relations commerciales de l'Union Européenne avec le reste du monde.
- L'accroissement de l'efficacité des politiques fiscales, en mettant notamment un terme à la concurrence fiscale et sociale.

- L'instauration d'un véritable gouvernement économique européen.
- Un nouveau pacte européen de progrès social pour engager une convergence par le haut.

Dans ce contexte, la discussion entre le PS et le SPD est essentielle ; il convient d'en fixer les défis.

Elie COHEN fait le point sur la crise actuelle, estimant que plusieurs questions majeures restent à régler en Europe. D'une part, il faudra envisager un véritable transfert de ressources vers les pays périphériques, pour régler le problème grec en particulier. D'autre part, il faudra régler la situation en Espagne, où le secteur bancaire risque de connaître des troubles majeurs. Enfin, les déficits macro-économiques européens continuent à se creuser. Les solutions qui ont été conçues jusqu'à présent, qui n'ont réglé aucune de ces problématiques, ont plutôt aggravé la crise. Ces solutions reposaient sur trois hypothèses : pas de défaut d'un pays européen, pas de sortie de la zone euro, pas de transfert explicite de ressources entre pays européens. A ce stade, divers scénarios sont envisageables.

le scénario « Merkel »

Il consiste à appliquer une gestion rigoureuse et compétitive des finances publiques et de la compétitivité d'un pays. Or le modèle allemand fonctionne grâce à la présence de pays comme l'Espagne et la Grèce au sein de l'Europe. En d'autres termes, l'Europe ne peut comporter 27 Allemagne. Par conséquent, ce scénario est voué à l'échec.

le scénario « au fil de l'eau »

Il s'agit de pallier chaque crise par une solution temporaire *ad hoc*, à l'instar du Fonds de solidarité européenne. Les Etats ont tout fait pour ne pas activer ce dispositif et affaiblir son efficacité potentielle. Pour autant, si le gouvernement qui sera élu en 2012 en France décidait de s'affranchir de la règle de réduction programmée du déficit de finances publiques, la note de la dette souveraine française augmenterait, les conditions de financement s'élèveraient, et la France devra faire machine arrière très rapidement.

le scénario du « rebond européen »

Pour traiter la question des déséquilibres globaux existants au sein de l'Europe, il convient de traiter symétriquement les déséquilibres globaux qui reposent sur des excès et sur des déficits de balance courante. Les déficits, comme les surplus excessifs, sont nocifs aux équilibres macroéconomiques européens. L'Allemagne s'est constituée ces dernières années des réserves lui permettant non seulement d'avoir une croissance plus dynamique aujourd'hui, mais aussi d'envisager un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux travailleurs. Un scénario vertueux pourrait donc être envisagé : le plus grand pouvoir d'achat distribué aux salariés en Allemagne, stimulant la consommation et donc les importations en provenance des pays européens, viendrait *in fine* soutenir les pays européens en difficulté. L'Allemagne jouerait le rôle de moteur de la croissance économique européenne et contribuerait à la résorption des déséquilibres globaux. Néanmoins les Allemands jugent pour l'heure qu'il est plus vertueux d'être excédentaires que déficitaires :

pour eux, l'application d'une règle d'équilibre la balance courante ne se conçoit que de manière asymétrique.

L'éclatement de l'UE

Ce scénario pourrait se produire en cas d'emballlement de la crise.

Au final, quatre éléments sont nécessaires pour prévenir les crises européennes à répétition.

- Disposer d'un mécanisme de résolution des crises : derrière le FSF se profile l'idée d'une agence de la dette européenne, qui pourrait intervenir directement ou indirectement en aide aux pays en difficulté - en rachetant de la dette décotée de pays en difficulté, voire en échangeant de la dette mutualisée contre une part de dette nationale. A cet égard les euro-obligations pourraient présenter un intérêt certain. Ce dispositif pourrait aussi participer à la recapitalisation de banques en difficulté.
- Donner des perspectives de croissance aux différents pays européens : par exemple, 30 à 50 milliards d'euros de fonds régionaux, mobilisables en deux ans, pourraient être un puissant moyen de stimuler l'activité des pays périphériques et de les aider à transformer leur modèle économique.
- Traiter la question de la régulation financière européenne, notamment le sujet de la taxe bancaire, dont plusieurs usages sont envisageables : élimination des opérations financières « parasites », financement du redressement des établissements bancaires en difficulté...
- Régler le problème de la gouvernance européenne, en réformant le pacte de stabilité et de croissance. Il faut d'une part rendre opposables les engagements des Etats, en imaginant des mécanismes de sanction, mais aussi par exemple en confiant à des autorités semi-indépendantes un pouvoir de supervision budgétaire. D'autre part il faudrait réviser les critères de Maastricht, notamment en liant les critères de dette publique et de déficit. Des règles de convergence en matière sociale pourraient être envisagées également.

Axel SCHAFER expose le point de vue du SPD sur un certain nombre de questions stratégiques. Depuis les années 1960, plusieurs duos franco-allemands se sont formés entre conservateurs et sociaux-démocrates ou socialistes notamment. Ils ont permis de franchir des aiguillages majeurs au plan européen (sur la question de l'euro par exemple). Cette configuration n'existe plus aujourd'hui alors même que l'obligation d'agir conjointement, entre les deux partis sociaux-démocrates français et allemands, est extraordinaire. A l'heure actuelle, 5 chefs d'Etat ou de Gouvernement sur 27 Etats membres sont sociaux-démocrates. Or pour une majorité de citoyens européens les solutions à la crise actuelle relèvent de thématiques de la gauche : c'est une chance à saisir. Le thème du gouvernement économique de l'Europe est désormais étudié au sein du SPD. Il faut, à présent, faire refléter les différences portées par les sociaux-démocrates et les socialistes sur le plan politique et institutionnel.

La crise de confiance, majeure, se traduit par un abstentionnisme important lors des élections. Il faut donc chercher, au-delà du règlement des questions techniques, à

remobiliser les citoyens européens en les faisant participer. Cette évolution passe par le renforcement de la Commission Européenne. Les citoyens en effet sont bien conscients que les parlements nationaux, dans un monde globalisé, n'ont plus d'influence décisive sur les décisions qui sont prises. Il faut par conséquent renforcer la Commission Européenne qui, par opposition au Conseil, a le pouvoir de légiférer et travaille dans la continuité d'un mandat de cinq ans.

Pour y parvenir, la difficulté tient essentiellement à l'absence de volonté politique. En effet les compétences clé (euro, douanes...), les instruments juridiques, mais aussi la possibilité d'harmoniser les impôts indirects et de créer des normes existent déjà au sein de l'Union Européenne. Il faudra à l'avenir que la nomination et les décisions des commissaires européens soient légitimées, au plan national, devant les citoyens. Les élections européennes devront à terme devenir un cadre décisif pour la Commission. Dans une deuxième étape, il faudra travailler sur la procédure d'investiture, au travers d'auditions au Parlement Européen. Les sociaux-démocrates doivent être prêts à formuler ces propositions dans leur programme pour 2014, et à ne plus capituler comme ils l'ont fait en 2009 lorsque les chefs de gouvernement ont désigné par avance José-Manuel BARROSO à la tête de la Commission.

Il faut donc que les deux partis se donnent les moyens de travailler sur des projets communs, par exemple l'impôt sur les transactions financières. La Commission sera alors obligée de présenter des propositions au Parlement. Les sociaux-démocrates européens devront démontrer cette volonté politique au plan symbolique également, en se manifestant ensemble, unis, devant le public.

Catherine TRAUTMANN constate que l'Europe est confrontée, tout d'abord, à une crise de confiance des citoyens. Il ne sera pas possible de construire un projet politique sans eux. Il faut donc avant tout résoudre la crise financière et sociale, et ses conséquences. La compétitivité de l'économie ne doit pas nécessairement passer par la compression des salaires et la réduction des protections. Cela relève d'un choix politique et, pour assumer ce choix, le SPD et le PS doivent parvenir à un accord sur la réforme du pacte de stabilité, sur la mutualisation de la dette, sur la mise en œuvre des eurobonds et l'utilisation de la taxe sur les transactions financières. De même, il leur faut s'entendre sur un budget et sur un modèle de croissance durable incluant l'objectif économique, social, environnemental. Il leur faudra aussi répondre à la crise de la solidarité, à l'heure où chaque Etat membre se conduit avec égoïsme. Ces choix majeurs doivent être partagés entre le PS et le SPD : le poids de la France et de l'Allemagne en termes de PIB et de démographie leur confère un avantage, mais leur impose aussi d'être le moteur de croissance de l'ensemble de dans l'Union Européenne.

Les délégations SPD et PS au Parlement Européen ont rénové leur méthode de travail : ils se penchent à présent sur de réels objectifs politiques plutôt que de chercher à résoudre tous leurs désaccords. Il leur faut trouver des solutions à la crise économique et financière, chercher à enrayer la montée des nationalismes, à répondre à la crise de solidarité, mais aussi à la crise de représentativité de l'Union qui l'affaiblit au plan international. L'Accord de Lisbonne, en particulier, est une arme très efficace pour refuser certains accords de commerce international. Les députés allemands et français travaillent désormais en binôme. Ils doivent œuvrer plus

étroitement sur le plan européen et international, pour créer une nouvelle alliance politique des progressistes en Europe.

Enfin, il est essentiel de défendre des valeurs communes. La concorde, qui a permis la réconciliation franco-allemande, est une méthode éprouvée pour penser et agir ensemble. Cette expérience franco-allemande doit être portée sur un plan plus large à l'échelle européenne et internationale. Le travail concret du PS et du SPD doit se faire aussi au bénéfice du PSE. Il faut se montrer intransigeant, en particulier, sur le respect des valeurs fondamentales et sur le rôle exemplaire que l'Europe peut encore jouer pour répandre la démocratie dans le monde. En conclusion, Catherine TRAUTMANN estime que la victoire de 2014 doit se préparer dès à présent en commun, sur la base d'un cahier des charges précis. C'est dans la clarté politique que les prochaines échéances pourront être remportées.

Débat avec la salle

Jean LAURENT s'enquiert du devenir des sommes considérables qui ont été débloquées par l'Union Européenne pour sauver les banques durant la crise.

Elie COHEN distingue trois effets de perte différents :

- l'appauvrissement des détenteurs d'actions ;
- la montée des risques endossés par les banques centrales, si les Etats venaient à faire défaut ;
- la recapitalisation ou l'achat de dette subordonnée par les Etats auprès des banques en difficulté, qui se traduisent par une plus-value ou une moins-value pour ces Etats à échéance.

Un intervenant se demande comment dépasser, juridiquement et politiquement, le défi posé par la Cour de Karlsruhe.

Selon Axel SCHAFER l'arrêt de la Cour Constitutionnelle ne pose qu'une limite théorique à l'intégration européenne. C'est la volonté de faire de la politique, plus que le fait de miser sur des amendements aux traités, qui sera source de progrès en Europe : il faudra non seulement renforcer les droits des citoyens et des parlements, mais aussi les mettre en pratique concrètement.

Marc DELUZET souligne, alors que la France se positionne plutôt dans une logique de protection par rapport à la mondialisation, que l'Allemagne semble faire preuve d'une projection bien plus forte vers cette évolution. Il pense que ces visions devraient être ajustées.

Catherine TRAUTMANN confirme que ce sujet politique, des plus délicats, s'exprime sur différents terrains notamment celui des services publics et du degré de libéralisation. Pour l'heure il faut traiter certains thèmes prioritaires, la directive « Détachement » par exemple, et sur cette base fixer des standards sociaux. C'est une manière positive de chercher à dépasser les différences entre le PS et le SPD. L'accord trouvé entre les deux partis sur les propositions liées à la politique industrielle en témoigne également. Il n'existe aucun différend qui ne puisse être résolu. L'enjeu est avant tout de construire une culture européenne socialiste et sociale-démocrate.

Paul-Antoine BROCHU demande si les nouvelles technologies pourraient constituer pour l'Europe un relais de croissance et une issue possible à la crise.

Selon Elie COHEN la mise en place d'outils de stimulation de la croissance doit nécessairement accompagner les mécanismes de sortie de crise.

Jean-Christophe CAMBADELIS rappelle qu'une proposition de travail commun entre les deux directions du PS français et du SPD, qui permette leur arrivée au pouvoir, a été émise. Il réitère la suggestion d'adopter solennellement la déclaration de principes à laquelle travaille actuellement le Parti socialiste européen, en rassemblant tous les parlementaires sociaux-démocrates nationaux.

Intervention de clôture

Michel DESTOT
Maire de Grenoble, Président d'*Inventer à gauche*

Le dernier mot sera pour Dominique DE COMBLES DE NAYVES, qui lira le communiqué commun de cette journée que nous avons rédigé. Il sera rendu public et sera bien entendu signé par les deux partis.

Cette journée passionnante a vu le record de participation de Grenoble battu, puisque plus de 400 participants étaient présents. Cela prouve qu'il était judicieux de choisir Strasbourg, capitale européenne, et cette date anniversaire du traité de l'Elysée et de la réconciliation franco-allemande. Cette réussite démontre également qu'il est possible de débattre de questions de fond, d'avenir, d'Europe et du monde sans ennuyer et sans s'ennuyer. La qualité des interventions y est pour beaucoup, et je remercie collectivement tous les orateurs, qui ont permis ces échanges d'excellente qualité. Je remercie également une nouvelle fois nos hôtes strasbourgeois, le maire Roland RIES, Jacques BIGOT, le Président de la Communauté urbaine de Strasbourg, Alain FONTANEL, Vice-Président et adjoint au maire de Strasbourg et Yves ZIMMERMANN, Tavana LIVARDJANI et Jean-Baptiste GERNET, les régionaux de l'étape. Je remercie enfin la fondation Friedrich EBERT, au travers de Peter GEY et Ute HAUG, qui ont travaillé à la préparation de cette journée, ainsi que Fabien, Yann et David d'*Inventer à gauche*.

S'agissant du diagnostic, tout le monde s'est accordé à reconnaître que l'Europe va mal. Nos concitoyens savent nous le dire à l'occasion des élections et au travers des enquêtes d'opinion, comme en témoigne ce chiffre : 37 % des Allemands se déclarent favorables à l'abandon de l'euro. La France, quant à elle, doute d'elle-même, au point que le médiateur de la République, Jean-Paul DELEVOYE, expliquait dans son rapport de l'année dernière que nous passions du bien vivre français à un mal vivre tout aussi emblématique. De plus, la distance entre nos concitoyens et leurs responsables politiques, économiques et médiatiques n'a jamais été aussi forte.

Nous le savons, l'Europe ne s'est jamais donné les moyens de devenir une puissance militaire. Sa puissance économique est minée, faute d'une coordination des gouvernements et d'une certaine ingénuité, en particulier vis-à-vis des peuples et des pays émergents, en particulier de la Chine. En outre, elle n'a plus de leader, car n'est pas Delors, Mitterrand, Kohl ou Schröder qui veut.

Quant au couple franco-allemand, il est devenu très déséquilibré, au point que seuls 18 % des Allemands et 31 % des Français veulent voir entre nos deux pays des relations privilégiées. La stabilité financière de l'Allemagne, aidée par l'obligation d'équilibre des budgets des *Länder*, s'oppose à un déficit abyssal des comptes français. Inversement, la France bénéficie d'un accroissement de sa population, qu'elle ne doit pas à son solde positif migratoire, mais bien à sa richesse vitale en nombre de naissances.

Il n'en reste pas moins vrai que l'Allemagne et la France constituent potentiellement la deuxième puissance économique du monde, avec 6 500 milliards d'euros consolidés de PIB, derrière les Etats-Unis, mais devant le Japon et la Chine. L'évolution historique, les crises mortifères décrites par Michel ROCARD et les grands défis mondiaux, économiques, sociaux et écologiques, me suggèrent que nous n'avons plus le choix : si nous voulons encore exister et nous développer, nous devons nous tourner vers le monde. Cela ne signifie pas que nous tournons le dos à l'Europe pour autant. Au contraire, nous prenons en compte la réalité mondiale pour apporter de véritables réponses au niveau européen. Ne pas comprendre que notre combat contre cette crise financière, aux conséquences sociales dramatiques, se joue à l'échelle mondiale revient à passer à côté de solutions potentielles. Si nous voulons désormais passer des commémorations aux préparations de l'avenir, de la nostalgie aux questions économiques et géostratégiques, il nous faut donc d'abord reconnaître la réalité, et notamment, pour la France, accepter la confrontation mondiale et les efforts effectués depuis de longues années par l'Allemagne, en matière de stabilité financière, mais aussi d'investissements et de réformes utiles et efficaces. Or les efforts sont d'autant mieux acceptés qu'ils résultent d'une négociation qui aboutit à des contreparties de la part des différents partenaires.

Pour autant, l'Allemagne ne peut s'en sortir seule dans un contexte mondial qui déplace vers le haut le niveau de la taille critique nécessaire à la compétition. Un sage proverbe africain dit que seuls, nous allons plus vite, mais qu'ensemble, nous allons plus loin. En l'occurrence, je préfère la métaphore de la cordée : le solo est possible, mais la cordée est plus sûre. Les destins sont liés et nous nous appuyons sur une véritable solidarité dans la difficulté, tout en respectant ensemble nos droits et nos devoirs et sans que le premier de cordée soit toujours le même. Nous assumons une part d'asymétrie dans l'effort en cas de besoin, tandis que la capacité à ouvrir des voies et à tirer la cordée n'est pas nécessairement limitée à deux. La cordée associe des atouts et des richesses, sans que ne soit jamais niée la personnalité de chacun, et refuse le repli sur soi.

Toutefois, une cordée est un moyen pour atteindre un projet d'expédition. Il faut donc un objectif, un budget et une stratégie. Pour nous, socialistes et sociaux-démocrates, l'objectif ne peut être que lié à l'emploi, première des solidarités, qui nous oblige à nous engager dans la voie de la compétitivité et de la croissance en privilégiant les politiques d'innovation et de recherche. Or 42 % des dépenses actuelles de la Communauté européenne sont dévolues à la Politique agricole commune et au développement rural. Acceptons enfin l'existence en Europe, comme cela existe partout dans le monde, d'une politique industrielle. De nombreuses propositions peuvent être mises en avant, dont certaines relèvent du plus long terme, car il convient notamment de combattre les politiques de droite actuelles.

Ainsi, la déclaration commune PS-SPD évoquée par Jean-Christophe CAMBADELIS doit être complétée par une série de mesures, comme par exemple :

- la création d'un fonds franco-allemand de l'innovation ;
- la création de pôles industriels communs sur le modèle d'EADS ;
- la fusion d'entreprises, notamment de la SNCF et de la Deutsche Bahn ;

- la création d'une zone franco-européenne de l'enseignement supérieur et de la recherche, face à la Chine et à l'Inde ;
- la constitution d'une communauté européenne de l'environnement, de l'énergie et de la recherche, avec l'ambition de promouvoir une véritable taxe carbone ;
- la définition d'un objectif d'ascension économique et sociale, inconcevable sans services publics européens protégés et renforcés avec des clauses obligatoires de tarifs sociaux pour les plus démunis ;
- l'intégration de salariés dans les conseils d'administration, et dans une proportion de 50 % dans les conseils de surveillance, ainsi qu'une véritable implication des salariés à tous les niveaux de l'entreprise afin qu'ils soient impliqués *a priori* et non pas uniquement *a posteriori* comme c'est le cas aujourd'hui ;
- la définition d'un véritable droit commun français et allemand dans l'entreprise, qui fonde un véritable modèle européen de développement soucieux de long terme, et conciliant performance économique et cohésion sociale.

Un objectif ambitieux d'ascension durable économique et sociale se doit d'être associé à un budget conséquent, alimenté par un grand emprunt européen, sur la base du grand emprunt français contracté récemment. Ce fonds pourrait évoluer à plus long terme vers un fonds monétaire européen garant de plus d'exigence et de solidarité au sein de l'Europe.

En conclusion, nous ne pouvons parler d'avenir sans évoquer les jeunes. Ils ne sont pas un problème. Au contraire, ils représentent une chance et un espoir pour le pays, l'Europe et le monde. N'en soyons pas moins lucides dans notre couple franco-allemand pour autant : les jeunes français ne sont pas toujours attirés par l'Allemagne et l'allemand n'est plus une langue dominante, contrairement à l'anglais ou à l'espagnol. De la même manière, les jeunes Allemands sont moyennement attirés par notre pays. Nous devons donc être capables de leur proposer des initiatives éducatives et culturelles bien plus fortes, comme des universités franco-allemandes par exemple, à l'instar de la réussite magnifique de l'expérience de l'Ecole des arts et métiers entre Metz et Karlsruhe.

En outre, nous ne pouvons évoquer l'Europe sans parler de citoyens. En effet, les citoyens du monde présents sur notre sol depuis de longues années devraient disposer du droit de vote et d'éligibilité aux élections locales. Nous pourrions concevoir qu'au plan européen, et en particulier entre la France et l'Allemagne, les citoyens de nos pays puissent voter au bout de trois ans aux élections locales, mais aussi nationales de nos deux pays.

Par ailleurs, qu'il concerne la droite ou la gauche, le moteur franco-allemand est nécessaire pour l'Europe et dans le monde et facilitera la tâche de la social-démocratie. A cet égard, cette question de l'Europe, de l'Allemagne et de la France, doit être un sujet central, lors des élections de 2012 dans notre pays, qui nous permettra notamment de faire le choix de nos candidats à l'occasion des primaires.

Enfin, je terminerai en pensant à ma belle famille, dont certains membres ont fini dans les camps d'extermination nazis, en pensant à d'autres membres, qui ont fini

dans les goulags sibériens, en pensant à François MITTERRAND et à Helmut KOHL, main dans la main à Verdun, et en pensant à Beethoven et à l'hymne européen, malheureusement aussi joué à Auschwitz. Il nous faut trouver les moyens de surmonter toutes les crises décrites aujourd'hui.

Je conclurais avec René CHAR : « *A chaque effondrement des preuves, la politique doit répondre par une salve d'avenir.* » Merci et vielen Dank !